**CONSEIL MUNICIPAL
DU MERCREDI 23 JANVIER 2013**

**Compte-rendu conformément
à l'article L 2121-25 du Code
Général des Collectivités Territoriales**

--==oOo==--

L'an deux mil treize, le vingt trois janvier à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville de Neuilly-Plaisance s'est réuni en assemblée sous la présidence de Monsieur Christian DEMUYNCK, Maire de Neuilly-Plaisance, à la suite de la convocation qui lui a été adressée le 16 janvier 2013, conformément à la procédure prévue par l'article L.2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Membres composant le Conseil Municipal : -----33
Membres en exercice : -----33
Membres présents et/ou représentés : -----26
Membres absents : -----7

Secrétaire de séance :
Mme BRECHU

ÉTAIENT PRESENTS :

M. DEMUYNCK, M. PELISSIER, Mme SEIGNEUR, Mme BRECHU, M. PERROT, M. MALAYEUDE, Mme PELISSIER, M. VALLEE, M. BUTIN, M. FACON, M. PIAT, M. PEGURRI, Mme DIAS, Mme BONGARD, Mme DENAIS, Mme FUENTES, M. GARRIGUES, Mme CHOLET, M. CADET, Mme FAGIANI, Mme SOLIBIEDA, Mme SUCHOD.

ÉTAIENT ABSENTS REPRÉSENTÉS :

Mme POGGI donne pouvoir à M. DEMUYNCK
Mme MIMOUN donne pouvoir à M. MALAYEUDE
M. LABOULAYE donne pouvoir à Mme SUCHOD
M. LEOUE donne pouvoir à Mme SOLIBIEDA.

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS :

M. HAMIDANI, Mme GONNET, Melle RONDEAU, M. NERMOND, M. AGBE, M. ADRIAENSSENS, Mme DOUCET.

Le Conseil Municipal du 23 janvier 2013 a été préparé par :

I. Délégation des finances :

Maire-Adjoint : M. MALAYEUDE
Conseillers municipaux délégués : Mme MIMOUN, Mme CHOLET

II. Délégation du service urbanisme :

Maire-Adjoint : M. PERROT
Conseillers municipaux délégués : M. BUTIN, Mme CHOLET

III. Délégation des affaires scolaires et de l'enfance :

Maire-Adjoint : M. PELISSIER
Conseillers municipaux délégués : Mme DENAIS, Mme BONGARD

IV. Délégation du personnel, de l'activité économique, du commerce et de l'artisanat :

Maire-Adjoint : Mme SEIGNEUR

Conseillers municipaux délégués : M. CADET, M. FACON

V. Délégation jeunesse :

Maire-Adjoint : Mme BRECHU

Conseillers municipaux délégués : Melle RONDEAU, M. NERMOND

VI. Délégation des affaires sociales, solidarité entre générations, handicapés, crèches et santé

Maire-Adjoint : Mme POGGI

Conseillers municipaux délégués : M. NERMOND, M. GARRIGUES

Les différents points ont été débattus lors des commissions communales suivantes :

- Commission des finances :

Date : mardi 22 janvier 2013

Présents : M. MALAYEUDE, Mme CHOLET

Absents excusés : Mme MIMOUN, M. LABOULAYE

- Commission du service urbanisme :

Date : Lundi 21 janvier 2013

Présents : M. PERROT, M. BUTIN

Absentes excusées : Mme CHOLET, Mme SOLIBIEDA

- Commission des affaires scolaires et de l'enfance :

Date : Lundi 21 janvier 2013

Présent : M. PELISSIER

Absents excusés : Mme DENAIS, Mme BONGARD, M. LEOUE

- Commission du personnel, de l'activité économique et de l'artisanat :

Date : Jeudi 17 janvier 2013

Présents : Mme SEIGNEUR, M. CADET

Absents excusés : M. FACON, Mme SUCHOD

- Commission jeunesse – Affaires sociales :

Date : Lundi 21 janvier 2013

Présents : Mme BRECHU, M. GARRIGUES

Absents excusés : M. NERMOND, Melle RONDEAU, Mme SOLIBIEDA

DÉCISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET EXECUTOIRES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L 2131-1 DU MEME CODE :

- Décision Municipale n°2012-193 du 29 novembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Fourniture et livraison de bouquets et compositions fleuries pour la ville de Neuilly-Plaisance.

- Décision Municipale n°2012-194 du 5 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Mise à disposition de bouteilles et fourniture de chlore gazeux pour la piscine municipale de la Ville de Neuilly-Plaisance.

- Décision Municipale n°2012-195 du 6 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Assurance en responsabilité civile et risques annexes.
- Décision Municipale n°2012-196 du 7 décembre 2012 : Désignation d'un avocat dans l'affaire opposant la Ville de Neuilly-Plaisance à Mademoiselle France DOLIVET.
- Décision Municipale n°2012-197 du 3 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Travaux d'aménagement de bureaux pour les Services Techniques – Espaces Verts et le Service de l'Urbanisme de la Ville – 2/4 allée Roland Garros – 93360 NEUILLY-PLAISANCE. Lot A : Maçonnerie.
- Décision Municipale n°2012-198 du 3 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Travaux d'aménagement de bureaux pour les Services Techniques – Espaces Verts et le Service de l'Urbanisme de la Ville – 2/4 allée Roland Garros – 93360 NEUILLY-PLAISANCE. Lot B : Electricité.
- Décision Municipale n°2012-199 du 3 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Travaux d'aménagement de bureaux pour les Services Techniques – Espaces Verts et le Service de l'Urbanisme de la Ville – 2/4 allée Roland Garros – 93360 NEUILLY-PLAISANCE. Lot C : Plomberie.
- Décision Municipale n°2012-200 du 3 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Travaux d'aménagement de bureaux pour les Services Techniques – Espaces Verts et le Service de l'Urbanisme de la Ville – 2/4 allée Roland Garros – 93360 NEUILLY-PLAISANCE. Lot D : Courants Faibles.
- Décision Municipale n°2012-201 du 18 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Avenant n°01 au contrat « Véhicules à moteur » souscrit auprès de la SMACL Assurances.
- Décision Municipale n°2012-202 du 18 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Avenant n°03 au contrat « Dommages aux biens » souscrit auprès de la SMACL Assurances.
- Décision Municipale n°2012-203 du 12 décembre 2012 : Convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local communal situé 13, avenue du Maréchal Foch à Neuilly-Plaisance à l'association ON S'PREND PAS L'CHOU.
- Décision Municipale n°2012-204 du 19 décembre 2012 : Suppression de la régie d'avances pour le « service municipal de la jeunesse et de l'emploi ».
- Décision Municipale n°2012-205 du 19 décembre 2012 : Suppression de la régie de recettes pour l'encaissement des produits du « service municipal de la jeunesse et de l'emploi ».
- Décision Municipale n°2013-001 du 20 décembre 2012 : Exercice du droit de préemption sur le bail commercial pour un local sis au 29, avenue du Maréchal Foch à Neuilly-Plaisance.
- Décision Municipale n°2013-002 du 11 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Location d'un ensemble d'éclairage regroupant, la sonorisation, l'éclairage et un groupe électrogène pour assurer la prestation des vœux de la municipalité à 18h le mercredi 30 janvier 2013.
- Décision Municipale n°2013-003 du 11 décembre 2012 : Marché conclu selon la procédure adaptée au titre de l'article 28 du code des marchés publics – Prestation de réalisation vidéo pour la cérémonie des vœux de la municipalité le mercredi 30 janvier 2013.
- Décision Municipale n°2013-004 du 30 novembre 2012 : Contrat d'abonnement d'affichage publicitaire télévisuel pour la Ville de Neuilly-Plaisance.

Aucune autre observation n'étant formulée sur le compte-rendu de la précédente séance, Monsieur le Maire passe à l'ordre du jour.

I. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION UNION DES COMMERÇANTS, ENTREPRENEURS, ARTISANS ET INDUSTRIELS PLUS (UCEAI+).

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Nathalie SEIGNEUR, Maire-Adjoint Déléguée au personnel, à l'activité économique, au commerce et à l'artisanat,

Dans le cadre de la promotion du commerce local, l'association UCEAI+ a organisé à l'occasion des fêtes de Noël, des animations commerciales.

Afin de développer ses activités, cette association sollicite une subvention exceptionnelle de 4 600,00 € (Quatre Mille Six Cents Euros).

Cette somme permet le financement d'une partie des animations de Noël : défilé aux lampions, promenades en calèche, mini-golf et piste de ski de fond.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 4 600,00 € (Quatre Mille Six Cents Euros) à l'association Union des Commerçants, Entrepreneurs, Artisans et Industriels plus (UCEAI+).
- **DIT** que la dépense sera inscrite au chapitre 65 - article 6574 - fonction 025 du budget 2013 de la Ville.

II. DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DE MAJORATION ET INTERETS DE RETARD PAYES. PC04910C0038 – MONSIEUR LUNINI LIONEL 46 AVENUE DANIEL PERDRIGE A NEUILLY-PLAISANCE.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Jean-Philippe MALAYEUDE, Maire-Adjoint Délégué aux finances,

En application des dispositions de l'article L-251 A du livre des procédures fiscales, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales sont compétentes pour accorder la remise gracieuse des pénalités liquidées à défaut de paiement à la date d'exigibilité des taxes, versement et participation d'urbanisme.

Monsieur le Trésorier Principal du Raincy a transmis à la Ville de Neuilly-Plaisance, une demande de remise gracieuse de Monsieur LUNINI Lionel 46 avenue Daniel Perdrigé à Neuilly-Plaisance. L'administré explique qu'une erreur d'adressage ne lui a pas permis de recevoir à temps la mise en recouvrement du rôle de la taxe d'urbanisme. Pour information, Monsieur LUNINI Lionel n'a pas acquitté sa première échéance s'élevant à 519,50 € à la date du 22 septembre 2011 ainsi que la deuxième échéance pour le même montant prévue pour le 22 septembre 2012.

Les intérêts de retard s'élèvent à 63 €.

Monsieur le Trésorier Principal du Raincy a émis un avis défavorable à cette demande.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal par 22 voix pour et 4 abstentions,

- **REFUSE** la demande de remise gracieuse de majoration et intérêts de retard du PC04910C0038 – Monsieur LUNINI Lionel 46 avenue Daniel Perdrigé à Neuilly-Plaisance.

III. APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS RELATIVE À LA SUPPRESSION ET À LA RÉDUCTION D'EMPRISE D'EMPLACEMENTS RÉSERVÉS COMMUNAUX.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Jean PERROT, Maire-Adjoint Délégué aux services techniques, aux travaux, aux espaces verts, à l'urbanisme, au développement durable, au cadre de vie et à la sécurité alimentaire,

Par arrêté en date du 15 novembre 2012, Monsieur le Maire a décidé de mettre à la disposition du public un projet de modification simplifiée du plan d'occupation des sols relatif à la suppression et à la réduction d'emprise d'emplacements réservés communaux.

Le dossier soumis à consultation publique, qui a eu lieu du 3 décembre 2012 au 4 janvier 2013, a porté sur la mise à jour des emplacements réservés communaux déjà réalisés : parc des coteaux d'Avron, Voie Lamarque, espaces verts des berges de la Marne ou partiellement réalisés : extension du stade municipal, de la mairie ou du groupe scolaire Victor Hugo par exemple.

Il a été procédé par ailleurs à des rectifications matérielles et des actualisations de surfaces.

Deux remarques ont été émises au cours de la consultation publique mais sans lien particulier avec l'objet de l'enquête.

Le projet de modification simplifiée du plan d'occupation des sols est donc prêt à être approuvé sans que des modifications postérieures à la consultation publique ne soient nécessaires.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal par 22 voix pour et 4 abstentions,

- **APPROUVE** le dossier de modification simplifiée du plan d'occupation des sols.
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département et d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune.
- **DIT** que le dossier de plan d'occupation des sols modifié est tenu à la disposition du public pour y être consulté à la mairie de Neuilly-Plaisance, service de l'urbanisme et à la Préfecture de Seine-Saint-Denis, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.
- **DIT** que la délibération approuvant la modification du plan d'occupation des sols et les dispositions résultant de la modification du plan d'occupation des sols ne seront exécutoires que :
 - Dans un délai d'un mois suivant sa transmission au Préfet si celui-ci n'a notifié, dans ce délai, aucune observation à apporter à la modification du plan d'occupation des sols ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ses observations.
 - Après exécution de l'ensemble des formalités de publicité prévues à l'article R 123-25, 1^{er} alinéa du code de l'urbanisme.

IV. VENTE DU TERRAIN COMMUNAL SITUÉ AU 74-76, AVENUE DU MARÉCHAL FOCH (PARCELLES CADASTRÉES SECTION C N°3391 ET C N°3987).

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Jean PERROT, Maire-Adjoint Délégué aux services techniques, aux travaux, aux espaces verts, à l'urbanisme, au développement durable, au cadre de vie et à la sécurité alimentaire,

La commune de Neuilly-Plaisance est propriétaire de la parcelle bâtie cadastrée section C n°3391 située au 76, avenue du Maréchal Foch, anciennement occupée par les services de la CPAM, ainsi que de l'espace vert contigu où est installée une aire de jeux pour enfants, constitué par la parcelle cadastrée section C n°3987.

Cet îlot, situé en bordure de l'avenue du Maréchal Foch et du Square Jean Mermoz constitue la « porte d'entrée » tout à la fois du centre ville et du secteur principal de la Voie Lamarque reliant ladite place à la gare RER de Neuilly-Plaisance.

La ville, souhaitant valoriser son patrimoine et permettre la réalisation d'une opération de construction de qualité mettant en valeur cet îlot, a lancé au mois de mai dernier une consultation auprès de promoteurs afin de disposer d'une proposition tant architecturale que financière.

A l'issue de cette consultation auprès de six promoteurs et après examen de tous les dossiers proposés par les candidats, il en est ressorti que la société COFIMMO Promotion proposait une composition urbaine et architecturale de qualité répondant aux attentes de la municipalité.

Par ailleurs, lors de ladite consultation, la Ville n'a pas reçu d'offre financière supérieure à celle de COFIMMO Promotion.

Le programme consiste ainsi en la réalisation d'un immeuble de 36 logements de trois étages s'intégrant particulièrement bien dans l'environnement urbain existant et préservant au maximum les arbres existants remarquables sur ces terrains.

Le prix de vente de ce terrain communal est de 1.310.000 euros Hors Taxes.

La Direction Départementale des Finances Publiques a estimé la valeur vénale du terrain au prix de 1.332.760 euros, prix qui correspond, dans la limite de négociation admise de 10%, à la valeur de cession retenue.

Il convient de préciser que la société COFIMMO Promotion prendra par ailleurs à sa charge le coût de la démolition du bâtiment de l'ex CPAM.

Il est rappelé que le terrain affecté à l'aire publique de jeux, cadastré section C n°3987, devra faire l'objet d'une décision de déclassement du domaine public communal préalablement à sa vente.

L'aire de jeux sera quant à elle déplacée sur le terrain situé en contrebas et à droite du parking actuel en entrée de la voie Lamarque.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal par 22 voix pour et 4 voix contre,

- **ACTE** du principe de la vente des parcelles cadastrées section C n°3391 d'une surface de 1193 m² et C n°3987 d'une surface de 1370 m² (relevés de surface effectués par géomètre) à la société SAS LES CEDRES-COFIMMO Promotion domiciliée au 142, rue de Rennes 75006 PARIS au prix de 1.310.000 euros Hors Taxes (en cas de soumission de l'opération à la TVA, le prix sera majoré du taux de TVA en vigueur au jour de la mutation).

- **PRECISE** que la vente de la parcelle cadastrée section C n°3987 ne pourra intervenir qu'après désaffectation et décision prononcée par le Conseil Municipal de déclassement du domaine public communal.
- **APPROUVE** en conséquence le principe du déclassement à venir de la parcelle cadastrée section C n°3987 du domaine public communal.
- **AUTORISE** la société SAS LES CEDRES-COFIMMO Promotion ou la société de construction-vente qui se substituerait à déposer une demande de permis de construire et une demande de permis de démolir sur les parcelles cadastrées section C n°3391 et C n°3987.
- **DIT** que la société SAS LES CEDRES-COFIMMO Promotion ou la société de construction-vente substituée ne pourra exécuter son permis de construire et son permis de démolir qu'après déclassement et vente à son profit des parcelles susmentionnées.
- **DIT** que la recette résultant de cette vente sera versée au budget communal sous l'imputation 024.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou le Maire-Adjoint ou le Conseiller Municipal dûment habilité à signer tout acte administratif ou notarié, notamment protocole d'accord, se rapportant à ces décisions.

V. VENTE DES PARCELLES CADASTREES SECTION C N°3937 ET N°3939 SITUEES A "LA FONTAINE DU VAISSEAU" A LA SOCIETE STB PLAISANCE.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Jean PERROT, Maire-Adjoint Délégué aux services techniques, aux travaux, aux espaces verts, à l'urbanisme, au développement durable, au cadre de vie et à la sécurité alimentaire,

Par délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012, il a été approuvé le principe de vendre au prix de 2160 euros les parcelles cadastrées section C n°3937 et n°3939 à la société STB Plaisance (Groupe Médical Pasteur) conformément à l'engagement pris par la commune le 22 juin 2004.

En effet, en 2004, le Groupe Médical avait accepté de céder à la commune au prix de 2160 euros une parcelle permettant d'accéder au futur site du bassin de rétention des eaux pluviales CASANOVA et avait demandé en contrepartie qu'une parcelle de même contenance, dans le prolongement de son terrain, lui soit réservée et vendue au même prix à l'issue des travaux.

La vente n'a, à ce jour, pas été régularisée car il est apparu lors de l'élaboration de l'acte notarié que le représentant du Groupe Médical avait également souhaité à l'époque que les frais notariés lors de la revente soient pris en charge par la commune.

Compte tenu, d'une part, de l'accord amiable passé à l'origine sans aucune difficulté, d'autre part, des nuisances importantes subies par le Groupe Médical pendant les travaux, il apparaît concevable d'accéder à cette requête.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **VEND** au prix de 2160 euros et en l'état les parcelles non bâties cadastrées section C n°3937 d'une contenance de 61 m² et C n°3939 d'une contenance de 11 m² sises au lieudit « La Fontaine du Vaisseau » à la société civile STB PLAISANCE domiciliée au 33, avenue Danielle Casanova à Neuilly-Plaisance immatriculée au RCS de Bobigny sous le n° 505 117 986.
- **DIT** que les frais d'actes et notariés seront pris en charge par la commune.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou le Maire-Adjoint dûment habilité à signer tout acte, notamment notarié, se rapportant à l'exécution de la présente décision.

VI. APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SYCTOM POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI D'UN PROGRAMME DE COMPOSTAGE.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Jean PERROT, Maire-Adjoint Délégué aux services techniques, aux travaux, aux espaces verts, à l'urbanisme, au développement durable, au cadre de vie et à la sécurité alimentaire,

Dans le cadre de son plan de prévention des déchets, l'une des actions proposées par le SYCTOM s'intitule « 50 000 composteurs en 2014 » et propose aux collectivités adhérentes une convention de partenariat comprenant :

- la fourniture de matériel (quatre types de composteurs, 2 campagnes de livraison)
- la mise à disposition d'outils de communication (kit du compostage SYCTOM, guide pratique du compostage,...)
- des formations sur la technique de compostage destinées aux référents techniques.

En simplifiant les démarches d'acquisition du matériel et en proposant une méthode de travail aux collectivités, le SYCTOM espère faciliter la mise en œuvre du programme de compostage.

L'adhésion à cette opération permet d'acheter à un coût très faible les composteurs (environ 10% du prix grand public).

La Ville de Neuilly-Plaisance souhaite donc procéder à l'acquisition de 100 composteurs qu'elle distribuera gratuitement aux Nocéens qui en feront la demande.

Compte tenu de l'intérêt de cette opération tendant à favoriser la pratique du compostage,

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec le SYCTOM pour la mise en œuvre et le suivi d'un programme de compostage.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou le Maire-Adjoint dûment habilité à signer ladite convention.

VII. TARIFICATION DES STAGES DE COACHING ORGANISES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « BOOSTE TA SCOLARITE ».

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur André PELISSIER, Maire-Adjoint Délégué aux affaires scolaires et à l'enfance,

La Ville de Neuilly-Plaisance développe un nouveau dispositif intitulé « Booste ta scolarité ». Ce nouveau programme innovant sera proposé par la Ville à partir du mois de mars 2013 pour accompagner les jeunes Nocéens, Collégiens et Lycéens, sur le chemin de la réussite scolaire et de l'autonomie personnelle. Il s'inscrit pleinement dans la dynamique de nos actions à destination de la jeunesse.

La première action qui sera développée dans le cadre du dispositif « Booste ta scolarité » proposera un stage de coaching aux jeunes scolarisés en classes de 3^{ème} et de 2^{nde}. Il abordera les grands thèmes du développement

personnel notamment apprendre à être efficace, à communiquer, à développer la confiance en soi, à s'organiser, à gérer son temps et son stress.

Ce stage de coaching accueillera un maximum de 30 participants et sera encadré par des consultants spécialisés.

Les jeunes seront accueillis dans des locaux municipaux et se répartiront en groupe de 8 à 10 afin de susciter des échanges d'expériences. Ils seront ainsi amenés à prendre conscience de leurs compétences, de leurs traits de personnalité et à se mettre en situation par le biais de jeux de rôle, de mises en pratiques, d'enquêtes.

Les stages seront organisés en journée continue, les déjeuners seront compris dans la prestation. La première session sera programmée sur 5 jours du 4 au 8 mars 2013. Les stages pourront être renouvelés en fonction de la réussite de cette expérience.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal par 22 voix pour et 4 abstentions,

- **ADOpte** le tarif journalier des stages de coaching organisés dans le cadre du dispositif « Booste ta scolarité » :

	Tarif proposé
Journée	10,00 €

- **PRECISE** que la recette sera versée sur le compte n° 213-7067 du budget communal.

VIII. MARCHES PUBLICS D'APPROVISIONNEMENT – PASSATION D'UN AVENANT N°9 AU TRAITE DE CONCESSIONS DU 17 FEVRIER 1994.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Nathalie SEIGNEUR, Maire-Adjoint Déléguée au personnel, à l'activité économique, au commerce et à l'artisanat,

Par délibération n°3/94, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à procéder à la passation d'un traité de concession avec la Société « Marchés Publics Cordonnier SARL » pour la gestion des marchés publics d'approvisionnement.

Le tarif général des perceptions est réactualisable chaque année, en application de la formule de révision prévue à l'article 24 de ce traité.

Par délibération du 25 novembre 2009, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à procéder à la passation de l'avenant n°8 portant réactualisation des tarifs.

Lors de la commission des marchés en date du 15 novembre 2012, le concessionnaire a proposé aux représentants des commerçants d'appliquer une augmentation de 3% sur les tarifs approuvés au 1^{er} janvier 2010. Ces derniers ont émis un avis favorable à l'unanimité.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal par 22 voix pour et 4 voix contre,

- **ADOPTE** les tarifs mentionnés ci-dessous :

Désignation	Tarifs HT 2013
Pour les places ou fraction de places abonnées couvertes de 2 m de façade sur allée ou sur passage transversal.	4,68 €
Pour les places abonnées non couvertes, par mètre ou fraction de mètre linéaire de façade marchande sur allée ou sur passage transversal.	1,88 €
Supplément pour place d'angle.	0,40 €
Droit de stationnement ou de déchargement (par véhicule).	0,81 €
Pour resserre ou utilisation d'un étal fixe ou d'une table de travail, resserre ou utilisation d'un billot, d'une étagère...par mètre linéaire.	0,25 €
Pour les commerçants non abonnés, supplément sur tarif abonné non couvert par mètre ou fraction de mètre linéaire de façade marchande sur allée ou passage transversal.	0,36 €
Redevance d'animation et de publicité : par commerçant et par séance de marché.	2,28 €

- **DIT** que ces tarifs entreront en application à compter du 1^{er} février 2013.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant intégrant l'actualisation desdits tarifs.

IX. RÉMUNÉRATION DES AGENTS RECENSEURS.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Nathalie SEIGNEUR, Maire-Adjoint Déléguée au personnel, à l'activité économique, au commerce et à l'artisanat,

Le recensement dans les communes de plus de 10 000 habitants s'opère, depuis 2004, de manière partielle chaque année et ce sur la base d'un échantillon d'adresses.

Cinq agents vont assurer les opérations de l'enquête 2013. Les opérations de recensement débutent le 17 janvier 2013 et prennent fin le 23 février 2013.

Il convient en conséquence de déterminer les modalités de leur rémunération.

Outre la rémunération habituelle en fonction du nombre de bulletins collectés, il est possible de verser une prime de qualité aux agents afin d'améliorer le taux de logements enquêtés. Cette prime serait fixée en fonction de l'avancement de la collecte par rapport aux objectifs fixés par l'INSEE et décrits ci-dessus.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **FIXE** la rémunération des agents recenseurs comme suit :
 - 2,20 € par bulletin individuel collecté,
 - 1,50 € par feuille de logement collectée.
- **FIXE** une prime de qualité d'un montant maximal de 200 € qui sera versée en fonction de l'avancement de la collecte de chaque agent, à raison de :
 - 40 € si le taux de logements enquêtés en fin de 2^e semaine est supérieur ou égal à 50%,
 - 60 € si le taux de logements enquêtés en fin de 3^e semaine est supérieur ou égal à 80%,
 - 100 € si le taux final des fiches de logements non-enquêtés par l'agent est inférieur ou égal à 3%.
- **PRECISE** que la dépense sera imputée au chapitre 012 du budget communal.

X. CONVENTIONS ENTRE LA VILLE DE NEUILLY-PLAISANCE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE SEINE-SAINT-DENIS DANS LE CADRE DE L'ATTRIBUTION DE CHÉQUIERS-LECTURE AUX ENFANTS PARTICIPANT AUX ACTIVITÉS D'ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE DANS LES STRUCTURES AGRÉÉES CLAS (CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE).

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Elise BRECHU, Maire-Adjoint Déléguée à la jeunesse,

La Ville de Neuilly-Plaisance souhaite favoriser la réussite scolaire des jeunes Nocéens, notamment en développant l'apprentissage et la maîtrise de la langue française via la promotion de la lecture.

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Seine-Saint-Denis participe à cet objectif en reconduisant l'opération Lire-écrire-grandir durant l'année scolaire 2012-2013 qui se décline en deux actions :

- l'attribution d'un chéquier-lecture,
- l'organisation d'un concours d'écriture collective.

Chaque enfant nocéen, né entre 1992 et 2006, inscrit et assidu à l'activité d'accompagnement scolaire agréée CLAS conduite par le Service Jeunesse de la Ville se verra attribuer un chéquier-lecture nominatif comprenant dix chèques : deux de 10 €, trois de 5 €, cinq de 2 € soit une valeur totale de 45 €.

Sont concernés par ce dispositif 145 enfants de la Maison de la Culture et de la Jeunesse et 54 enfants du Centre Municipal d'Activités.

Les chèques-lecture seront échangés dans les librairies notées sur la liste bénéficiaires remise au service jeunesse lors de la livraison des chèquiers.

De plus, la Ville de Neuilly-Plaisance s'engage à accompagner les enfants dans le choix et l'achat des livres et à soutenir les parents dans leur rôle d'éducateurs en les sensibilisant et en les associant à l'opération.

Les présentes conventions prennent effet au jour de leur signature et courent jusqu'au 30 juin 2013.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** les conventions entre la Ville de Neuilly-Plaisance et la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'attribution de chèquiers-lecture aux enfants participant aux activités d'accompagnement scolaire dans les structures agréées CLAS (Contrat Local d'Accompagnement Scolaire).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions.

XI. CONVENTION DE TIERS PAYANT ENTRE LA VILLE DE NEUILLY-PLAISANCE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE SEINE-SAINT-DENIS DANS LE CADRE DU VERSEMENT DES AIDES INDIVIDUELLES « PASS'SPORTS-LOISIRS ».

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Elise BRECHU, Maire-Adjoint Déléguée à la jeunesse,

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) vise à faciliter l'inscription des enfants à des activités de loisirs dispensées par des structures municipales ou associatives en attribuant aux familles en difficulté financière un « Pass'sports-loisirs ».

La Ville de Neuilly-Plaisance a décidé de soutenir les familles Nocéennes les plus défavorisées en leur proposant de ne plus faire l'avance des frais liés aux loisirs annuels de leurs enfants en mettant en place en collaboration avec la CAF de la Seine-Saint-Denis un système de tiers payant.

Pour ce faire, le Service Jeunesse sensibilisera les familles concernées par des entretiens individuels, affiches, courriers...

Le Pass'sports-loisirs est adressé aux familles allocataires de la CAF ayant un quotient familial inférieur ou égal à 570 € pour les enfants âgés de 6 à 18 ans. Son montant est compris entre 46 et 92 €. Sa validité court du 1^{er} septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1.

La convention couvre les périodes scolaires 2012/2013 et 2013/2014.

Après signature de la convention, la CAF remet un numéro d'identification au gestionnaire et s'engage à payer avant le 31 décembre N+1 les Pass'sports-loisirs.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention de tiers payant entre la Ville de Neuilly-Plaisance et la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Saint-Denis dans le cadre du versement des aides individuelles « Pass'sports-loisirs » pour les années scolaires 2012/2013 et 2013/2014.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.
- **PRÉCISE** que les recettes seront encaissées au chapitre 013.

XII. RÉALISATION D'UN CENTRE MULTI-ACCUEIL AU 30 RUE DES CAHOUETTES.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Alain GARRIGUES, Conseiller Municipal Délégué aux crèches et au foyer de l'amitié,

Depuis plusieurs années maintenant la Municipalité met tout en œuvre pour répondre aux besoins des Nocéens pour l'accueil des tout-petits. En effet, après la création de 40 places à la crèche Abbé Pierre en septembre 2007, la Ville réserve, depuis 2009, 20 places au sein de la crèche d'entreprise Pili-Pili.

A ce jour, avec ses 4 structures petite enfance (crèche du centre, centre multi-accueil des Renouillères, crèche Abbé Pierre et les 20 places à Pili-Pili), la Ville offre un accueil régulier en crèche à plus de 160 familles et environ 90 familles en accueil occasionnel (halte-jeux).

Au regard du rajeunissement de la population et des besoins croissants en terme d'accueil des enfants de moins de 3 ans, il est proposé la création d'une structure de 20 places, au 30 rue des Cahouettes, dans des locaux municipaux actuellement non utilisés.

Cette création va nécessiter des travaux d'aménagements importants susceptibles d'être subventionnés par la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Général.

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **DECIDE** la création d'un centre multi-accueil localisé au 30 rue des Cahouettes.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention auprès de la Caisse d'Allocations Familiales, du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis et de tout autre organisme susceptible de subventionner le projet.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à ces demandes de subvention.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h00.